

Trouver un équilibre : les mesures sociales et de santé publique Cameroun

Ce rapport présente les résultats d'une enquête téléphonique réalisée auprès de 1277 personnes en septembre 2021, ainsi que des données épidémiologiques et secondaires locales. Cette enquête a été validée par le service des programmes et de la planification de la Direction de la politique scientifique et de la planification du ministère de la Recherche et de l'Innovation, avec pour objectif d'étudier les expériences vécues par la population et les réactions du grand public aux mesures sociales et de santé publique (MSSP) prises pour lutter contre la transmission de la COVID-19. Il s'agit du quatrième rapport du PERC depuis le début de la pandémie (voir le [premier](#), [le deuxième](#) et [le troisième](#) rapport).

Quels sont les points essentiels à retenir de ce rapport?

Quelle est la situation?

Le Cameroun a déclaré le plus grand nombre de cas de COVID-19 en avril 2021, avec en moyenne 1200 nouveaux cas par jour. Aucune nouvelle MSSP n'a été appliquée au niveau national en réponse à cette augmentation, et malgré cela, le nombre de cas a commencé à diminuer en mai. Le Cameroun communique le nombre de cas, le nombre de décès et les données de dépistage liés à la COVID-19 de manière irrégulière, aussi les tendances épidémiologiques doivent être interprétées avec précaution.

Soutien envers les mesures sociales et de santé publique et adhésion déclarée

Le soutien envers toutes les MSSP et l'adhésion déclarée à ces mesures sont restés largement les mêmes depuis février 2021. Parmi tous les États membres de l'Union Africaine (UA) où l'enquête a été organisée, c'est au Cameroun que les répondants déclarent le plus faible niveau d'adhésion aux MSSP individuelles

Perception des risques et information sur les risques

Au Cameroun, seul un répondant sur cinq pense avoir un risque individuel élevé de contracter la COVID-19, un chiffre qui est resté le même depuis février 2021 malgré une augmentation de la transmission au cours de l'année. La principale préoccupation des répondants est l'accès aux revenus, alors que le Cameroun est confronté à des difficultés économiques qui ont été renforcées par la pandémie.

Croyances sur le vaccin et acceptation du vaccin

Parmi tous les États membres de l'UA où l'enquête a été réalisée, c'est au Cameroun que les répondants ont le moins de probabilité de déclarer qu'ils sont vaccinés ou qu'ils prévoient de se faire vacciner contre la COVID-19 (43 %, ce qui représente une augmentation par rapport aux 35 % de février). La faible perception des risques est la principale raison qui dissuade les répondants de se faire vacciner, d'après les réponses fournies par les répondants qui ne sont pas vaccinés et ne prévoient pas de se faire vacciner.

Charges secondaires

Le conflit qui se déroule dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest contribue à accélérer les pertes de revenus et à renforcer les difficultés d'accès à la nourriture. L'accès aux soins est resté à un niveau relativement stable depuis février 2021, même si l'augmentation des violences commises contre les centres de santé a pu créer des obstacles supplémentaires dans les zones de conflit.

Aperçu des données nationales sur la COVID-19 à la date du 3 octobre 2021

Taux de vaccination	1%
Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19	
Nombre de doses de vaccins dans le pays	1,502,470
Taux d'incidence cumulée pour 100 000 personnes	348
Nombre total de cas signalés	92,303
Nombre de décès confirmés liés à la COVID-19	1,459

Source de données: Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies

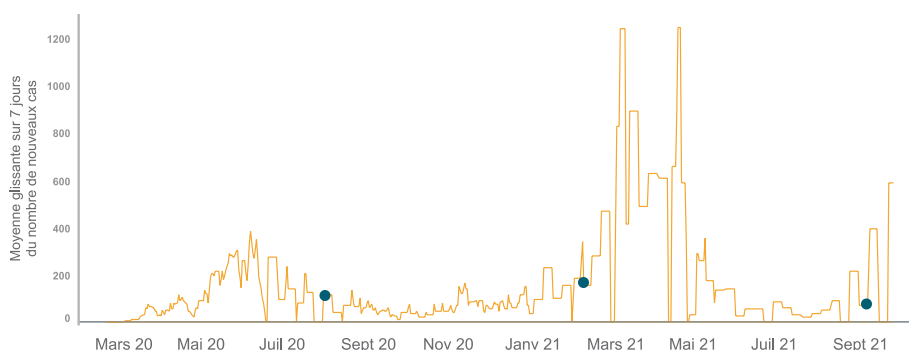
Quelles sont les tendances clés présentées dans ce rapport ?

Le faible niveau de confiance envers les institutions gouvernementales, l'importance de la désinformation et les réticences à se faire vacciner seront probablement à l'avenir des obstacles majeurs au contrôle de la COVID-19 au Cameroun.

	Août 2020	Févr 2021	Sept 2021
Soutien reçu pour rester chez soi	43%	↓ 35%	→ 38%
Perception des risques individuels	24%	→ 20%	→ 21%
Satisfaction envers la réponse du gouvernement	63%	→ 59%	→ 57%
Vacciné(e)/se fera probablement vacciner	*	35%	↑ 43%
Perte de revenus depuis le début de la pandémie	78%	→ 73%	↑ 80%

* Les vaccins n'étaient pas disponibles à la date de l'enquête.

Les modifications de pourcentage de + ou - 5 % sont indiquées par une flèche vers le haut ou vers le bas.



Quel est le contexte qui influence la riposte au COVID-19 dans le pays?

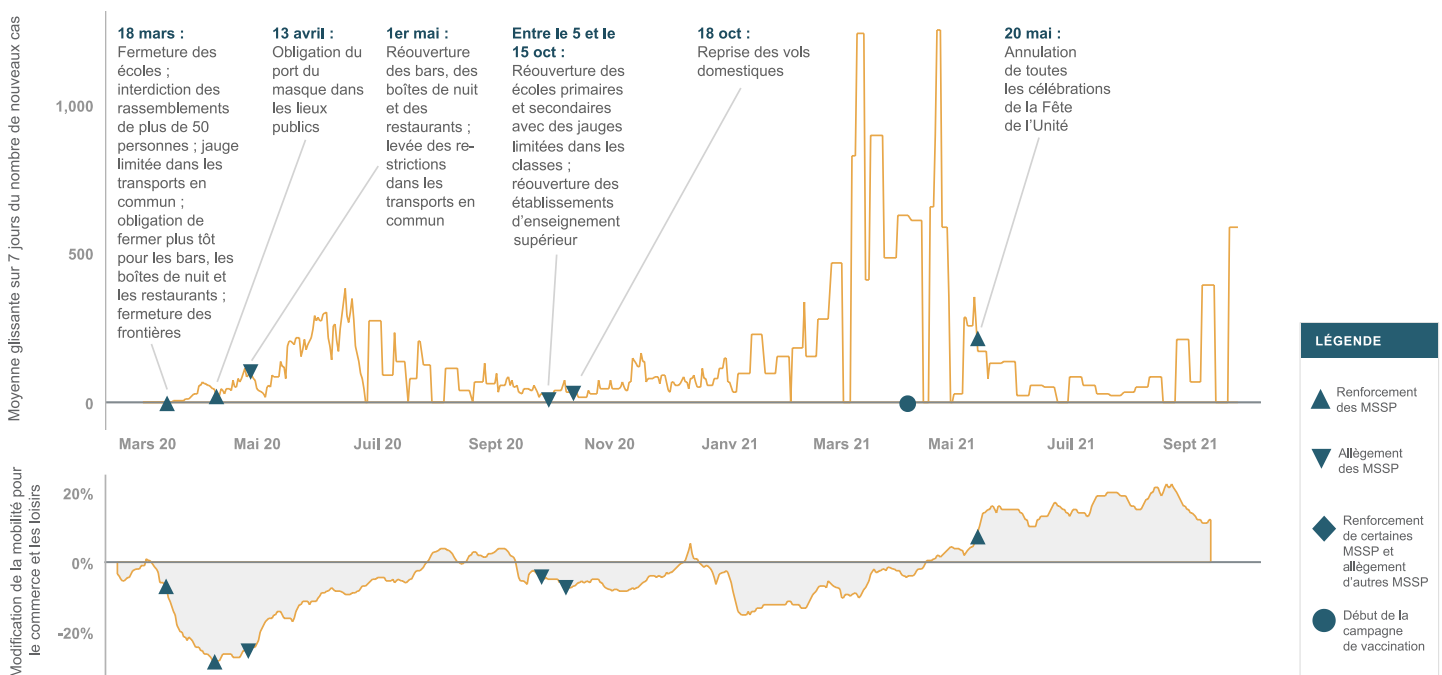
Au Cameroun, la deuxième vague de COVID-19 a été la plus grave. Elle a commencé fin mars 2021 et atteint son pic en avril, lorsque la moyenne glissante sur 7 jours du nombre de nouveaux cas a atteint 1200 cas par jour (environ trois fois l'incidence déclarée au cours du pic de juin 2020). Cette augmentation du nombre de cas est peut-être liée à l'élargissement d'initiatives de dépistage [mises en œuvre en mars 2021](#). Le variant Delta peut aussi avoir eu un effet sur l'augmentation du nombre de cas, même s'il n'a pas été [détecté](#) avant au moins le mois de mai 2021. La moyenne glissante sur 7 jours du nombre de nouveaux décès a aussi atteint un niveau record à cette période, avec un pic de 19 décès par jour à la fin du mois de mars. Le niveau de transmission a ensuite diminué, même si les tendances épidémiologiques montrent que le nombre de nouveaux cas a de nouveau commencé à augmenter depuis le début du mois de septembre. Le Cameroun publie ses données sur le nombre de cas, de décès et sur les dépistages liés à la COVID-19 qu'une fois par semaine ou toutes les deux semaines. C'est pourquoi les tendances épidémiologiques doivent être interprétées avec précaution.

Aucune nouvelle MSSP nationale n'a été mise en œuvre pour répondre à la seconde vague de transmission, même si plusieurs responsables [ont encouragé publiquement](#) la population à porter un masque et à appliquer des mesures de distanciation sociale. Certains responsables locaux ont aussi imposé des [restrictions](#) ciblées dans leurs juridictions. En septembre, alors que beaucoup [s'inquiétaient](#) de la possibilité d'une troisième vague de transmission de la COVID-19, le ministère de la Santé a [annoncé](#) la construction de nouvelles usines de production d'oxygène dans les 10 régions du pays pour améliorer les capacités de production et renforcer l'approvisionnement en oxygène pour soigner les cas de COVID-19 et d'autres maladies respiratoires.

Le Cameroun a [lancé](#) sa campagne de vaccination contre la COVID-19 le 12 avril 2021 avec des doses des vaccins Sinopharm, Johnson & Johnson et AstraZeneca, en ciblant d'abord les professionnels de santé. Le ministère de la Santé [a pour objectif](#) de vacciner 60 % de la population d'ici janvier 2023. En septembre 2021, environ 1 % seulement de la population avait reçu au moins une dose.

En plus de la pandémie, le Cameroun est confronté à une augmentation de la violence et de l'instabilité dans de nombreuses régions. Le conflit entre les séparatistes anglophones et les forces gouvernementales [affecte](#) de plus en plus de civils dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où les groupes rebelles ont déclaré un confinement incluant la fermeture des écoles. Les attaques menées dans cette région du pays [ciblent aussi les structures de santé](#), ce qui limite l'accès à des services essentiels et l'accès à l'aide internationale a été [perturbé](#). Les violences et l'insurrection de [Boko Haram](#) dans la région de [l'Extrême-Nord](#), ainsi que les conflits en République Centrafricaine et au Nigéria frontaliers ont provoqué le déplacement de plus de 1 million de personnes déplacées internes et de 500 000 réfugiés au Cameroun.

Aucune nouvelle MSSP nationale n'a été appliquée au Cameroun pour répondre à l'augmentation de la transmission de la COVID-19 en avril 2021. Les données ne sont pas communiquées de manière régulière, ce qui peut expliquer les variations de la courbe épidémique dans le graphique ci-dessous.



Les mesures sont-elles soutenues et suivies par la population ?

Ce que révèlent les données

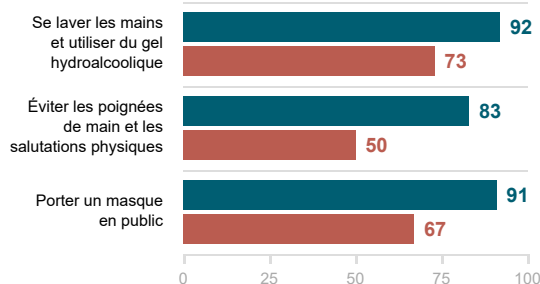
Le soutien envers toutes les MSSP et l'adhésion déclarée à ces mesures sont restés largement les mêmes depuis février 2021 parmi les répondants du Cameroun. Aucune nouvelle mesure contre la COVID-19 n'a été appliquée depuis, et les seules restrictions qui existent encore sont l'obligation du port du masque et la limitation des rassemblements. C'est au Cameroun que les répondants déclarent le plus faible niveau d'adhésion aux MSSP individuelles parmi tous les États membres de l'UA où l'enquête a été organisée.

- Lorsque les répondants expriment leur confiance et leur satisfaction envers la riposte du gouvernement, ils soutiennent aussi davantage toutes les MSSP. Concernant les mesures individuelles en particulier, les répondants qui font confiance au ministère de la Santé et au président expriment davantage de soutien envers ces mesures que ceux qui ne leur font pas confiance (81 % versus 66% et 80% versus 68% respectivement).
- Une tendance similaire existe concernant l'adhésion aux MSSP individuelles et sociales. Par exemple, les répondants qui font confiance au ministère de la Santé sont 12% de plus que ceux qui ne lui font pas confiance à adhérer aux mesures individuelles (36% versus 24%). Il n'existe pas de différences entre ces deux groupes de répondants concernant leur adhésion aux mesures de restriction des déplacements, probablement du fait de la charge économique importante associée au respect de cette mesure.

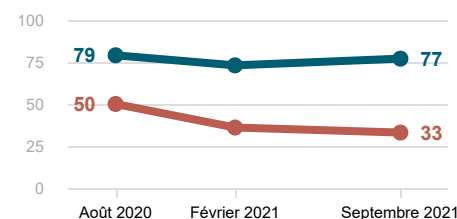
Mesures individuelles

Le soutien envers les MSSP individuelles et l'adhésion déclarée à ces mesures sont restés largement inchangés depuis février 2021, même s'il y a quand même une augmentation de 5 pour cent de l'adhésion au port du masque. Des responsables gouvernementaux ont réalisé des actions de sensibilisation pour encourager le port du masque dans les régions du [Nord](#) et de l'[Ouest](#).

Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de protection individuelle en septembre 2021



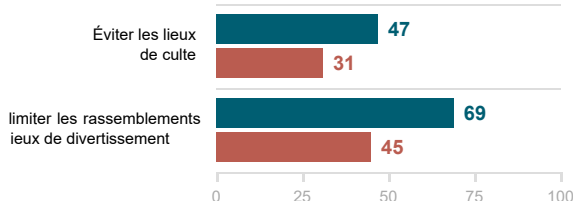
Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de protection individuelle (score composite)



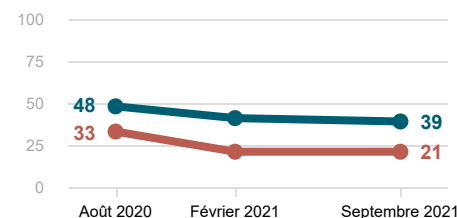
Mesures de restriction des rassemblements

Le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements et l'adhésion déclarée à ces mesures sont restés les mêmes parmi les répondants au Cameroun depuis février 2021.

Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des rassemblements en septembre 2021



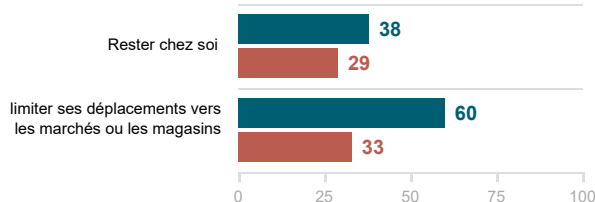
Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des rassemblements (score composite)



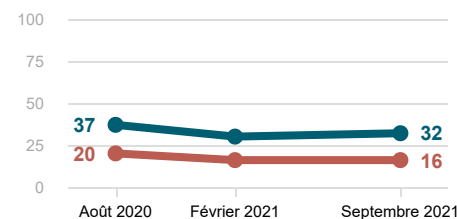
Mesures de restriction des déplacements

Le soutien envers les mesures de restriction des déplacements et l'adhésion déclarée à ces mesures sont restés largement inchangés depuis l'enquête du mois de février. L'adhésion déclarée aux mesures de confinement a légèrement augmenté depuis février (où elle était de 24 %) bien qu'aucune nouvelle mesure de ce type n'ait été adoptée.

Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des déplacements en septembre 2021



Tendance en pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des déplacements (score composite)



Comment les répondants perçoivent-ils les risques?

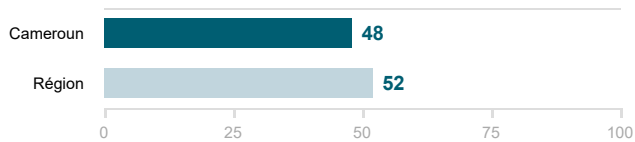
Ce que révèlent les données

Environ la moitié des répondants au Cameroun pensent que la COVID-19 représente une menace pour leur pays, alors qu'un quart d'entre eux pensent avoir un risque individuel de contracter la COVID-19. Une proportion similaire des répondants (26 %) pense que la COVID-19 est un sujet de préoccupation majeur, ce qui est en dessous de la proportion moyenne dans la région d'Afrique centrale (33 %). Dans l'ensemble, la perception des risques est restée la même depuis l'enquête de février 2021, malgré l'augmentation de la transmission en avril 2021.

- La part des répondants urbains ayant une perception des risques élevée est plus importante que celle des répondants ruraux (24 % versus 18 %), ce qui est probablement lié au fait que les grandes villes que sont Douala et Yaoundé ont été les premières à [signaler](#) la présence du variant Delta et ont été des zones à risque pour la COVID-19 au cours de la vague de cas la plus récente.
- Lorsqu'il leur a été demandé quel était le problème mondial le plus important aujourd'hui, la majorité des répondants au Cameroun ont répondu l'accès au travail/aux revenus. Les répondants qui déclarent s'inquiéter au sujet de leurs revenus/leur emploi sont plus nombreux parmi les répondants âgés de 18 à 35 ans que parmi les répondants de 45 ans et plus (55 % versus 45 %), ce qui correspond à la [tendance générale du chômage](#) au Cameroun. L'économie camerounaise est une des économies du continent qui ont été [les plus touchées](#) par la COVID-19 et elle souffre [aussi de la chute mondiale des cours du pétrole](#) ainsi que de la violence et de l'insécurité persistantes dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le conflit en cours est aussi une source d'inquiétude majeure pour les répondants au Cameroun, avec près d'un quart d'entre eux (23 %) le désignant comme une principale source d'inquiétude.

Comment les répondants perçoivent-ils les risques associés à la COVID-19?

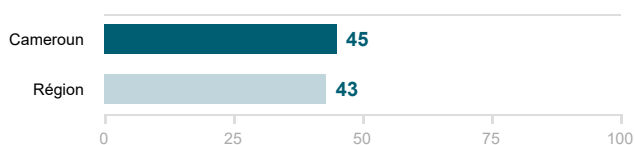
48% pensent que la COVID-19 va toucher de nombreuses personnes dans leur pays



21% pensent avoir un risque individuel élevé de contracter la COVID-19

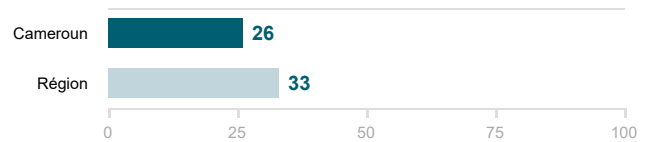


45% pensent que la COVID-19 pourrait nuire gravement à leur santé

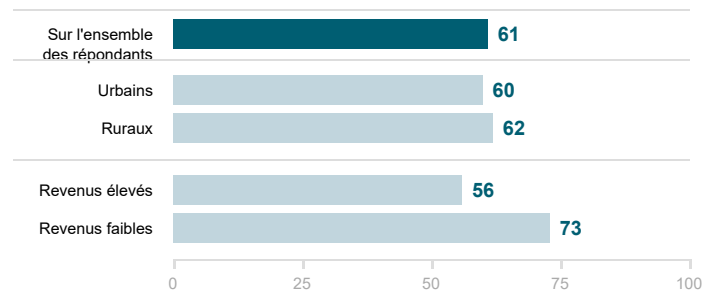


Dans quelle mesure la population est-elle préoccupée par la COVID-19 ?

26% déclarent que la COVID-19 est leur principale préoccupation



61% sont inquiets à l'idée de reprendre une activité normale.



Les problèmes qui inquiètent le plus la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

Accès au revenus/travail/chômage	53%
Autres problèmes de santé	35%
La pandémie COVID-19	26%

En qui la population a-t-elle confiance?

Ce que révèlent les données

Depuis février 2021, les répondants déclarent avoir davantage confiance dans la façon dont la pandémie de COVID-19 est gérée par toutes les personnes et institutions concernées. Le niveau de satisfaction envers l'action du gouvernement est resté le même. Les institutions auxquelles la population fait le plus confiance restent les organisations internationales de santé et le gouvernement.

- Malgré des [allégations](#) en mai 2021 de mauvaise gestion par le ministère de la Santé des fonds pour la riposte à la COVID-19 accordés par le Fonds monétaire international (FMI), la confiance envers cette institution est restée élevée depuis l'enquête précédente (72 % versus 67 %). La confiance exprimée envers le président a augmenté (75 % versus 68 %).

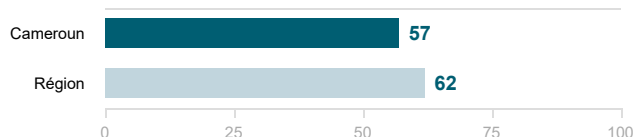
Pour les répondants du Cameroun, aucune source d'information unique ne suscite une grande confiance quand il s'agit d'obtenir des informations exactes sur la COVID-19. Même les sources d'information auxquelles la population fait le plus confiance, à savoir la télévision internationale et la télévision locale, ne suscitent la confiance que de la moitié des personnes interrogées.

- Facebook est la source d'information à laquelle les répondants font le moins confiance, avec seulement 15 % des répondants qui déclarent faire confiance à la plateforme. Pourtant, près de la moitié des répondants (44 %) déclarent obtenir des informations sur la pandémie sur Facebook, et en particulier les jeunes (49 %).
- À l'inverse, malgré une confiance relativement élevée dans les professionnels de santé (45 %), peu de répondants vont chercher des informations auprès d'eux (8 %), ce qui laisse penser qu'il s'agit d'une ressource potentielle non utilisée pour de futures activités de communication sur les risques et d'implication des communautés.

Que pensent les répondants des institutions de leur pays?

Plus de la moitié des répondants au Cameroun déclarent être satisfaits de la réponse de leur gouvernement à la COVID-19, ce qui est un peu moins qu'en RDC (66 %), le seul autre État membre de la région d'Afrique centrale où l'enquête a été réalisée, et qui correspond aux résultats obtenus lors de l'enquête de février 2021 (59 %).

57% sont satisfaits de la réponse du gouvernement à la pandémie



Classement des tres institutions et personnalités les plus fiables aux yeux de la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

UNICEF	76%
Président(e)/Chef(fe) d'État	75%
Organisation mondiale de la Santé	75%

Les répondants croient-ils les informations exactes?

Par rapport aux personnes interrogées dans les autres États membres de l'UA où l'enquête a été réalisée, les répondants au Cameroun sont ceux qui croient le moins d'informations exactes sur la transmission asymptomatique de la COVID-19. De plus, l'enquête a montré que parmi tous les États membres de l'UA où l'enquête a été réalisée, c'est au Cameroun que les répondants pensent le plus que des remèdes à base de plantes permettent de guérir de la COVID-19. Le ministère de la Santé camerounais a [autorisé](#) officiellement l'utilisation de médicaments traditionnels contre la COVID-19, ce qui a probablement contribué à ces croyances.

Sources d'information auxquelles la population fait le plus confiance

Pourcentage de personnes déclarant faire confiance aux sources d'information sur la COVID-19

Chaîne de télévision internationale	50%
Télévision locale	50%
Centre de santé/ Professionnel de santé	45%

73% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne jamais présenter de symptômes mais restent contagieuses pour les autres.

65% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne présenter aucun symptôme pendant cinq à 14 jours.

79% pensent que l'on peut guérir de la COVID-19 avec des remèdes à base de plantes.

57% pensent devoir éviter les agents de santé par crainte de contracter la COVID-19 à leur contact.

La population souhaite-t-elle se faire vacciner ?

Les questions de cette enquête ont pour objectif de décrire les possibilités d'acceptation du vaccin contre la COVID-19 et de permettre de cibler des populations avec des campagnes d'information. Nous présentons donc des chiffres sur les personnes qui déclarent être vaccinées ou qui vont probablement se faire vacciner et sur celles qui ne se feront probablement pas vacciner. Cette enquête n'a pas pour objectif de valider ou non une campagne de vaccination.

Ce que révèlent les données

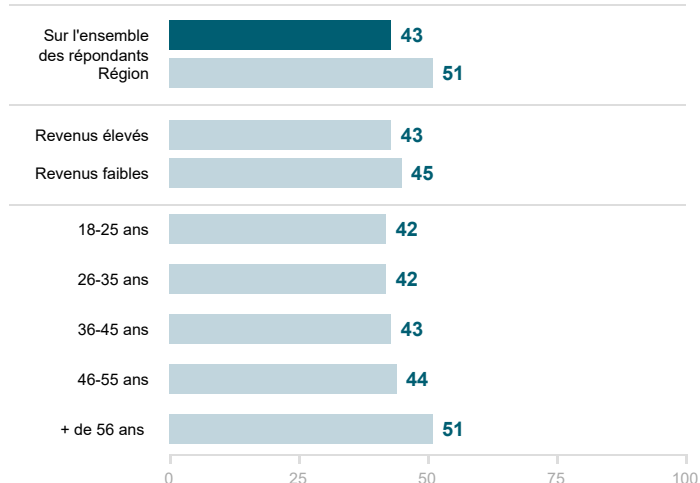
Moins de la moitié des répondants au Cameroun sont vaccinés ou prévoient de se faire vacciner contre la COVID-19, ce qui représente une augmentation depuis février 2021 (35 %) mais qui reste la proportion la plus faible parmi tous les États membres de l'Union Africaine où l'enquête a été réalisée. Il n'y a pas de différence spécifique entre les groupes démographiques concernant la volonté de se faire vacciner ou non.

- La confiance exprimée envers le gouvernement est fortement associée à la probabilité de se faire vacciner. Les répondants qui sont satisfaits de la réponse du gouvernement à la COVID-19 ou qui font confiance au ministère de la Santé ont plus de probabilité de se faire vacciner que ceux qui ne sont pas satisfaits ou ne font pas confiance au ministère (50 % versus 34 % et 48 % versus 28 % respectivement).
- Les répondants qui ne sont pas vaccinés ou qui ne vont probablement pas se faire vacciner ont une plus grande confiance dans les guérisseurs traditionnels (57 % versus 48 %) et les remèdes à base de plantes contre la COVID-19 (81 % versus 74 %) que ceux qui sont vaccinés ou qui vont probablement se faire vacciner. Cela laisse penser que certaines personnes au Cameroun préfèrent utiliser des remèdes traditionnels en prévention plutôt que de se faire vacciner contre la COVID-19.
- Parmi les répondants qui ne vont probablement pas se faire vacciner, la principale raison invoquée est la faible perception des risques liés à la COVID-19. Plus d'un tiers d'entre eux sont contre la vaccination, car ils pensent qu'ils n'ont pas de risques de contracter la maladie ou ils ne pensent pas que le virus existe.

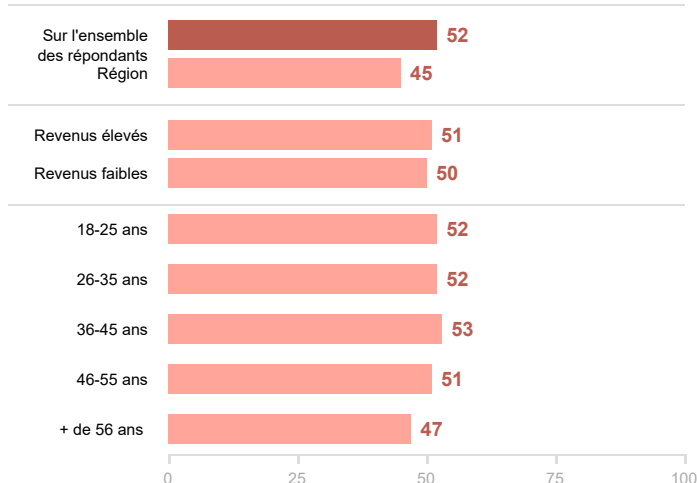
Combien de personnes se sont fait vacciner ou prévoient de le faire ?

Moins de 5 % des répondants déclarent ne pas être sûrs de vouloir se faire vacciner et c'est la raison pour laquelle cela n'apparaît pas ici. Les pourcentages présentés sont représentatifs de l'échantillon complet.

43% sont vaccinées ou vont probablement se faire vacciner



52% ne vont probablement pas se faire vacciner



Que pensent les répondants des vaccins contre la COVID-19 ?

Informations principales que les répondants souhaitent avoir sur le vaccin

Pourcentage de personnes qui déclarent chaque information

Qu'est-ce qu'il y a dans le vaccin ? Comment est-il fabriqué ? Comment le vaccin fonctionne-t-il ?	38%
Quelles sont les effets secondaires, les effets indésirables ?	29%
En quoi est-il sûr ?	25%

Principales réticences des répondants à l'idée de se faire vacciner

Parmi les répondants qui ont indiqué refuser la vaccination, les raisons invoquées étaient les suivantes :

Je ne pense pas que je risque d'attraper le virus	24%
Manque de confiance par ex. envers le vaccin, le gouvernement	19%
Je ne pense pas que le virus existe	13%

La population est-elle contrainte d'annuler ou de reporter des soins médicaux ?

Ce que révèlent les données

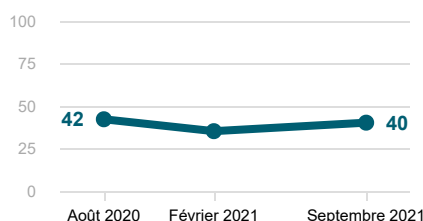
Parmi les répondants qui déclarent qu'eux-mêmes ou quelqu'un de leur foyer ont besoin de soins de santé ou de médicaments, plus d'un tiers ont décidé d'annuler ou de reporter leurs rendez-vous médicaux au cours des six mois précédents et deux répondants sur cinq ont déclaré avoir eu des difficultés pour obtenir des médicaments au cours des trois derniers mois. Par rapport à février 2021, les répondants ont un peu moins de probabilité d'avoir annulé ou reporté un rendez-vous médical dont ils avaient besoin, mais un peu plus de probabilité d'avoir des difficultés à avoir accès aux médicaments. Le prix des soins et la peur d'attraper la COVID-19 sont les obstacles à l'accès aux services de santé les plus souvent cités.

- La majorité des rendez-vous annulés ou reportés sont des rendez-vous de soins de routine. Cependant, 11 % des rendez-vous annulés étaient liés à une fièvre/des frissons (notamment les rendez-vous de diagnostic), un symptôme courant de la fièvre jaune et de la rougeole, dont des [épidémies](#) existent dans la région de l'Extrême-Nord.
- De nombreuses attaques contre des professionnels de santé ont été [rapportées](#) dans les principales villes du Cameroun. Bien que les populations concernées n'aient probablement pas été incluses dans l'échantillon de population de l'enquête, dans les zones de conflit (notamment les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord), il y a eu une augmentation du nombre d'[attaques](#) contre les professionnels de santé et les centres de santé, ce qui, associé à un [accès réduit](#) à l'aide humanitaire, a probablement créé des difficultés d'accès aux soins pour les populations les plus vulnérables.

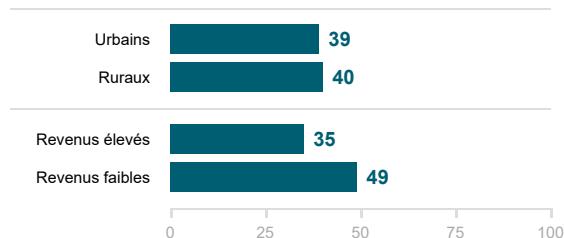
Difficulté d'accès des foyers aux médicaments

Au-delà des répondants dont les revenus sont les plus faibles, les personnes interrogées qui souffrent de maladies de longue durée ont plus de difficultés à avoir accès aux médicaments que les autres (49 % versus 36 %).

Tendance du pourcentage de foyers qui ont eu des difficultés d'accès aux médicaments au cours des trois derniers mois



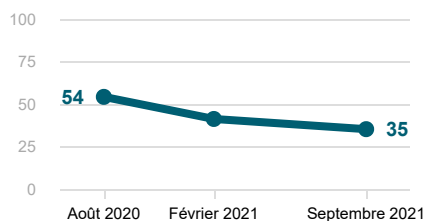
Pourcentage de foyers qui ont des difficultés d'accès aux médicaments



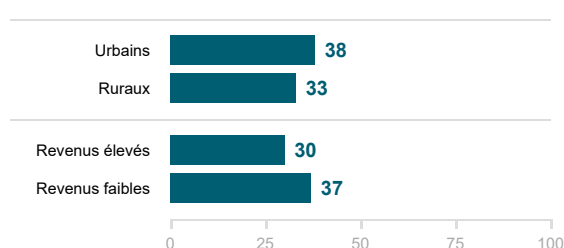
Annulation ou report de rendez-vous médicaux

En septembre, le nombre de répondants qui déclarent avoir annulé ou reporté un rendez-vous médical dont ils avaient besoin a diminué par rapport à février 2021, ce qui correspond à une tendance à la baisse depuis août 2020.

Tendance en pourcentage de foyers qui ont annulé ou reporté leurs rendez-vous médicaux



Pourcentage de personnes qui annulent ou repoussent des rendez-vous médicaux par catégorie de rendez-vous



Raisons invoquées pour annuler ou reporter un rendez-vous médical

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Coût/accessibilité financière	39%
Crainte de contracter la COVID-19	30%
Restrictions de mobilité / Problèmes de transport	9%
Perturbation du fonctionnement des établissements de santé	9%
Responsabilités d'aidant	3%

Nature des rendez-vous médicaux annulés ou reportés

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Consultation générale/Examen de routine	40%
Diagnostic/Symptômes	23%
Maladie transmissible	18%
Santé reproductive, maternelle et infantile	17%
Maladie non transmissible	10%

Les répondants sont-ils confrontés à des pertes de revenus ou une situation d'insécurité alimentaire ?

Ce que révèlent les données

Au Cameroun, quatre foyers sur cinq ont perdu une partie ou la totalité de leurs revenus depuis le début de la pandémie, ce qui représente une augmentation de 7 pour cent depuis février 2021 (73 %). Les foyers dont les revenus sont les plus bas sont plus nombreux à avoir connu une perte de revenus que ceux dont les revenus sont les plus élevés (85 % versus 76 %).

- De nombreux facteurs macroéconomiques concourent à influencer défavorablement sur l'économie camerounaise. La [baisse mondiale des prix du pétrole](#), les [perturbations commerciales](#) à la frontière avec le Tchad et la violence et l'insécurité permanentes dans de nombreuses régions du pays [pèsent sur l'économie](#). La pandémie de COVID-19 a renforcé ces problèmes, en créant des [perturbations](#) dans le secteur informel, auquel participent [90 %](#) de la population du Cameroun.

Près de neuf foyers sur dix (87 %) déclarent avoir été confrontés à au moins une difficulté ou plus pour accéder à la nourriture au cours des sept jours précédents.

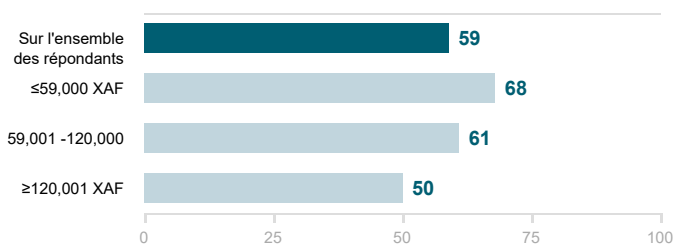
- [Près de 2 millions de personnes](#) font face à des niveaux critiques d'insécurité alimentaire au Cameroun, et la grande majorité d'entre elles sont concentrées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où la [violence continue](#) entre les séparatistes anglophones et les forces gouvernementales perturbe les activités agricoles et limite l'accès à l'aide humanitaire.
- Tous les indicateurs de l'enquête montrent que les difficultés d'accès à la nourriture ont augmenté parmi les personnes interrogées depuis février 2021. En particulier, le nombre de répondants qui ont des difficultés d'accès à la nourriture à cause des prix élevés a augmenté de 8 pour cent, et le nombre de répondants qui ont des difficultés d'accès à la nourriture du fait des pénuries sur les marchés a augmenté de 10 pour cent. De nombreux facteurs, dont une [épidémie de grippe porcine](#) et la suspension de l'élevage porcin et de la vente de porc qui en ont découlé dans la région de l'Ouest, la [destruction de champs de millet](#) par des oiseaux migrateurs, et les [faibles récoltes](#) dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (du fait de la violence persistante), ont compromis les approvisionnements alimentaires et contribué à cette augmentation.

Pourcentage de personnes signalant chaque obstacle :

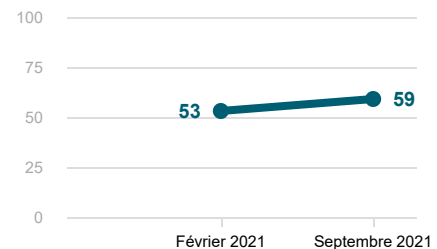
Baisse de revenus	69%
Augmentation du prix des denrées alimentaires	72%
Fermeture des marchés	47%
Restriction des déplacements	43%
Pénuries d'approvisionnement alimentaire dans les marchés	57%

Sautent des repas

Pourcentage de foyers qui sautent des repas par catégorie



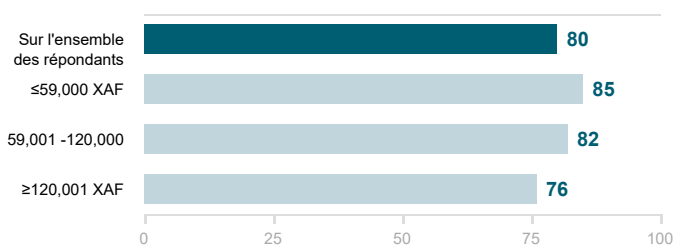
Pourcentage de foyers qui ont sauté des repas au cours de la période



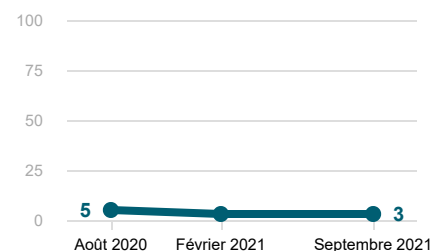
Remarque : en août 2020 aucune donnée n'a été collectée sur les foyers qui sautaient des repas

Sont confrontés à une perte de revenus et reçoivent une aide du gouvernement

Pourcentage de foyers qui sont confrontés à une perte de revenus par catégorie



Pourcentage de foyers ayant reçu une aide du gouvernement au cours de la période



Notes de fin

Notes sur le rapport

Les comparaisons régionales ont été effectuées sur la base des catégories suivantes : Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan) ; Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigéria, Libéria, Guinée Conakry, Sénégal, Côte d'Ivoire) ; Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Égypte), Afrique centrale (Cameroun, République Démocratique du Congo) et Afrique australe (Afrique du Sud, Mozambique, Zambie, Zimbabwe).

Les graphiques épidémiologiques des pages 1 et 2 de ce rapport représente la moyenne glissante sur 7 jours du nombre de nouveaux cas entre mars 2020 et octobre 2021. Lorsque des données sur le taux de positivité des tests et/ou sur la mobilité ne sont pas disponibles, ce graphique n'est pas présenté.

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles ici et sur le tableau de bord en ligne du PERC. Pour des informations détaillées sur les sources des données, les méthodes appliquées et leurs limites, vous pouvez consulter preventepidemics.org/perc/.

- Ipsos a mené une enquête téléphonique auprès d'un échantillon représentatif de foyers à l'échelle nationale ayant accès à une ligne fixe ou à un téléphone portable. Les résultats doivent être interprétés avec prudence, car la population qui n'a pas accès à un téléphone n'est pas représentée dans ces résultats. Les pourcentages qui apparaissent dans les tableaux d'Ipsos peuvent être différents des pourcentages communiqués dans d'autres documents PERC et d'autres supports de communication de ces données. Ces différences peuvent s'expliquer par le choix du dénominateur et/ou des pondérations.
- Les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies (CDC Afrique) fournissent chaque jour des données épidémiologiques aux États membres de l'Union africaine (UA). CDC Afrique recueille les données sur les cas et décès enregistrés ainsi que les données de dépistage auprès de chaque État membre de l'UA. Tous les États membres de l'UA n'établissant pas des rapports journaliers, les chiffres peuvent parfois arriver tardivement, en particulier pour les données de dépistage qui sont généralement communiquées tardivement ou par lots périodiques (p. ex. hebdomadaires).
- D'autres données sont extraites de sources publiquement accessibles

Ces résultats ont été obtenus à partir des dernières informations disponibles provenant des sources énumérées au moment de l'analyse, et peuvent ne pas tenir compte des évolutions plus récentes ou de données provenant d'autres sources. Les données varient en termes d'exhaustivité, de représentativité et d'actualité.

Notes sur le pays

L'échantillon ayant participé à l'enquête le Cameroun était composé de 1,277 adultes (632 vivant en zone urbaine, 645 vivant en zone rurale), dont les réponses ont été recueillies entre le 14 et le 26 Sept 2021.

Les catégories de revenus se fondent sur des données existantes concernant la répartition locale des revenus, qui ont été utilisées pour créer quatre catégories de revenus, définies comme suit :

- Revenu faible : revenus mensuels du foyer de 59 000 francs CFA et moins
- Revenu moyen : revenus mensuels du foyer compris entre 59 001 et 120 000 francs CFA
- Revenu élevé : revenus mensuels du foyer de 120 001 francs CFA et plus

